

Des nouvelles du « jardin secret » d'Hassan II

Entre Disney Land et l'enfer...

Le Maroc a connu depuis son indépendance plusieurs révoltes populaires toutes noyées dans le sang les unes après les autres : 20.000 morts en 1959 dans le Rif, 1.000 tués à Casablanca en 1965, un millier en 1981 toujours à Casablanca, 400 autres victimes déplorées dans plusieurs villes du royaume en 1984 et enfin une centaine de morts à Fes en 1991. Mais le Maroc a connu également pas moins de trois tentatives de complots militaires réussis visant à renverser la monarchie, œuvres de trois grands généraux qui avaient la confiance du roi : Mohamed Medbough (juillet 1971), Mohamed Oufkir (attentat contre le Boeing royal, août 1972) et Ahmed Dlimi (janvier 1983). Aucun des trois généraux putschistes n'a survécu à sa félonie, chacun d'eux est tombé dans le feu de l'action (Medbough et Oufkir) ou à la veille de l'exécution du complot (Dlimi).

Si d'aucuns savent le sort incroyablement cruel que connaîtra la famille Oufkir (femme et enfants), rares en revanche sont ceux à s'interroger sur ce qu'il est advenu des familles de Medbough et Dlimi. En ce qui concerne Dlimi, dès son arrestation, il sait son exécution imminente (janvier 1983). Face au roi qui veut savoir si le général comploteur a agi seul ou si d'autres forces nationales ou internationales éventuelles seraient impliquées, Dlimi obtient d'abord du souverain le serment d'épargner sa famille. Les deux hommes jurent la main sur le coran (un rituel qu'Hassan II avait l'habitude d'imposer à des alliés ou à d'ancien ennemis pour faire appuyer leur parole de ne jamais trahir). L'affaire est scellée : Dlimi est exécuté mais sa famille sera épargnée.

Quant au sort de la famille du général Medbough mort en 1971, il est précisément l'objet de notre enquête.

En 1971 alertée par le phénomène croissant de la corruption généralisée au Maroc risquant d'ouvrir la voie à une insurrection d'inspiration communiste, la CIA soumet au général Medbough en visite privée à Washington un dossier sur ce fléau compromettant pour l'entourage d'Hassan II. A son retour au Maroc, l'officier supérieur interprète ce geste comme un encouragement américain à un coup de force de nature à renverser une monarchie décadente. Le 9 Juillet 1971, le roi célèbre son 41 anniversaire au palais de Skhirat au bord de l'océan en présence d'un millier d'invités de marque toutes nationalités confondues. A 14h05, alors que tout ce monde s'apprête à se mettre à la fastueuse table royale, le palais est pris d'assaut par plusieurs colonnes de l'armée commandées par un impitoyable et ambitieux officier, le colonel Ababou associé par Medbough à la conspiration. Obéissant aux ordres de leur chef, les mutins ouvrent le feu sur les convives et tout ce qui bouge. Affolé par la tournure des événements imprévus le général Medbough, manifestement doublé par son subordonné, parvient néanmoins à mettre le roi à l'abri dans une cache du palais. Son plan excluait initialement toute effusion de sang et visait uniquement à contraindre Hassan II à abdiquer et à partir en exil avec sa suite et ses milliards. Ce scénario *soft* est vraisemblablement d'inspiration américaine bien qu'il contraste avec l'intervention meurtrière de la CIA dans les événements du Chili en 1973, où le putsch du général Pinochet provoquera la mort du président légal Allende et celle de plusieurs milliers de Chiliens.

Revenons au palais de Skhirat : Medbough, qui s'est senti sollicité par Washington pour remettre un peu d'ordre dans les affaires de l'État marocain, est soucieux de l'image de cette armée qu'il représente. Furieux de constater le bain de sang provoqué par son subordonné, il somme ce dernier de cesser le massacre dans un face-à-face sur la terrasse de la salle du trône. Mais Ababou exige que la cache du roi lui soit indiquée car il veut marquer les esprits par la violence au nom de la Révolution et tuer le roi pour instaurer irrévérablement la République. Devant le refus du général, plusieurs rafales tirées par les hommes du « second couteau » vont abattre Mohamed Medbough. La grande confusion qui s'ensuit va permettre à Hassan II de s'en sortir miraculeusement quelques heures plus tard. De cette affaire l'Histoire retiendra qu'au nom d'une certaine cohérence, le général Medbough a été inconsciemment jusqu'à sacrifier sa vie pour avoir voulu coûte que coûte sauver la vie du roi, de sa famille et avec eux le trône Alaouite.

Mohamed Medbough avait eu trois enfants avec une seconde épouse, une fille et deux garçons. Se souvenant qu'il doit sa vie paradoxalement à l'attitude ambivalente du général félon, Hassan II récupère et intègre à la cour et ce dès la mort du général sa veuve et les trois orphelins. Ils vivront sous la protection du roi et à ses frais pendant de longues années durant lesquelles nul parent n'aura le droit de les rencontrer. Beaucoup plus tard, après avoir complètement rompu avec le passé et leur famille, les trois enfants ayant terminé leur études supérieures

partiront à l'instar de leur mère vivre à l'extérieur du monde fermé du palais royal. Selon nos informations, les deux fils résident aujourd'hui aux USA tandis que leur sœur devenue chirurgien dentiste est restée au Maroc auprès de sa mère. Cette histoire digne de Disneyland aux couleurs marocaines contraste évidemment avec le sort de la famille Oufkir, embastillée pendant près de 18 ans dans des lieux de détentions secrets. Pourquoi une telle différence de traitement entre les deux familles ? Fatima Oufkir, l'épouse du général responsable en 1965 de l'enlèvement et de l'assassinat de l'opposant Ben Barka – affaire toujours non élucidée –, était notoirement connue pour ses frivolités et son influence auprès d'Oufkir et du roi lui-même. Après qu'elle eût décliné - chose insolite au Maroc - l'invitation d'Hassan II à faire le voyage en France avec lui et avec la « mère des princes », le roi va nourrir le soupçon que cette femme a pu être impliquée dans l'attentat oufkirien perpétré contre l'avion qui le ramenait de France. Quoi qu'il en soit, les traitements différents accordés aux familles de ses ennemis vaincus semblent procéder d'une vision rationnelle sur la base du seul critère de la raison d'État, qui n'exclue ni la cruauté ni la clémence calculées.

C'est aussi ce que tend à le démontrer l'examen du cas d'autres membres de la famille de Mohamed Medbouh. Ce dernier avait aussi deux frères, militaires de leur état. Radi, 45 ans, a disparu dès le lendemain du putsch sans que l'on sache le degré de son implication éventuelle, et Ahmed, 25 ans environ, disparaîtra aussi quelques années pour subir sévices et tortures, avant que les autorités n'informent la famille de sa mort en lui restituant ses effets personnels. Coup de théâtre : au début des années 80, Ahmed réapparaît et rejoint à Meknès ce qui reste des siens. Tout aussi mystérieusement, l'ancien disparu se retrouve quelques années plus tard en Libye, où il est arrêté par la sécurité libyenne qui le soupçonne d'espionnage. Il est en possession de pas moins de sept passeports de différentes nationalités, mais cache sa vraie identité aux Libyens. Torturé pendant 40 jours comme il l'affirmera plus tard à ses proches, il finit par craquer et révèle sa parenté avec le général Medbouh, dont le coup de force avait été bruyamment soutenu par le colonel Kadhafi. Embarrassées, les autorités libyennes finissent par l'expulser au Maroc. Depuis et jusqu'à ce jour, Ahmed Medbouh, considéré mort par l'Etat marocain, est privé de son identité et n'a aux yeux de l'administration aucune existence légale. Sauf à clamer haut et fort son lien de paternité avec le général Medbouh ce qui lui ferait courir le risque d'une nouvelle disparition, cette fois-ci sans retour ! Vivotant dans la ville de Meknès sans possibilité de gagner légalement sa vie, il propose ses services comme gardien dans un parking d'un quartier résidentiel moyennant un petit bakchich. Des parents émigrés en France dont il garde la résidence secondaire sur place, sont prêts à mettre à sa disposition des fonds modestes pour ouvrir un cabinet de traduction permettant au polyglotte qu'il est de gagner plus dignement sa vie. Seulement, l'administration refuse toute régularisation.

Alors que la veuve et les orphelins du général Medbouh restent, eux, strictement inabordables, le parking-man de Meknès a donné son accord en juillet dernier à sa famille résidant en France pour que je parle de lui. Aussi à la veille de sa parution, cet article a-t-il été envoyé pour information aux ambassadeurs accrédités à Rabat des USA, de France et de Suède ainsi qu'à l'Agence France Presse à Paris.

Mohamed Souhaili

Ecrivain et journaliste indépendant marocain exilé en France